

XIVème séminaire intergouvernemental Franco-russe

Rambouillet, Vendredi 27 novembre 2009

*Partie conférence de presse
Réponse de François Fillon*

Question de Christian Chesnot : Monsieur le Premier ministre, la France a signé un projet d'accord. La vente d'un navire de type Mistral à la Russie. La Géorgie est extrêmement inquiète de ce développement, elle craint que ce navire ne soit utilisé contre elle. Monsieur Fillon, est-ce que vous avez reçu des garanties ou des assurances russes, que ce ne sera pas le cas ? Et monsieur le Premier ministre Poutine, est-ce que vous avez discuté de ce dossier avec le président Sarkozy, hier au téléphone, et est-ce que vous n'êtes pas un peu déçu, vous qui aimez les tête-à-tête d'homme à homme, de ne pas être reçu par le président Sarkozy ? Merci.

François Fillon : Je vais d'abord répondre en indiquant que s'agissant des tête-à-tête d'homme à homme, nous en avons eu un hier soir, si je peux me permettre, monsieur Chesnot. Le président Sarkozy était tout à fait désolé de ne pas pouvoir être présent, et il s'en est ouvert à Vladimir Poutine au téléphone mercredi. Chacun comprend bien que l'imminence de la négociation de Copenhague nécessite, compte tenu du rôle que la France a décidé dans cette négociation, un déploiement de l'ensemble des autorités françaises et en particulier, le voyage du président de la République à Manaus, et ensuite pour le sommet du Commonwealth. La vérité c'est que convaincre Vladimir Poutine et le gouvernement russe de défendre avec nous les mêmes positions à Copenhague, ça n'a pas été difficile, et c'est donc sur d'autres terrains que le président de la République est en ce moment lui-même en train de batailler. S'agissant de la vente d'un bâtiment de type Mistral, c'est-à-dire d'un navire logistique à la Russie, je vous confirme que nous examinons actuellement une demande officielle du Gouvernement russe visant l'achat d'un de ces types de bâtiment. Je veux dire que nous avons engagé avec la Russie une coopération complète. On ne peut pas à la fois dire que l'on veut un espace économique et humain entre la Russie et l'Union européenne, on ne peut pas dire que l'on veut une négociation sur la sécurité en Europe, que nous avons décidée ensemble d'engager, notamment dans le cadre de l'OSCE, et en même temps, avoir des réflexes qui n'ont plus rien à voir avec la réalité de la situation. Donc, en respectant parfaitement la Géorgie, dont je voudrais rappeler d'ailleurs que la France et le président de la République française ont joué un rôle particulier dans la résolution de cette crise, la France est ouverte à cette coopération avec la Russie, y compris dans le domaine de la défense.

*

Question de la presse française, AFP : Messieurs les Premier ministre, vous avez beaucoup évoqué la question du commerce et de l'économie, une autre question se pose, celle des droits de l'homme. Il y a en Russie monsieur Poutine, un avocat qui est mort récemment en prison, une défenseure des droits de l'homme qui a été enlevée et

assassinée. Est-ce que ce sont des actes qui vous choquent ? Ça choque en Europe, ça nuit à l'image de la Russie. Est-ce que ça vous choque ? Est-ce que vous avez l'intention de lutter contre ces événements ? Et monsieur François Fillon, monsieur Khodorkovski vous a appelé à ne pas négliger cette question en disant que ce n'était pas un problème périphérique. Est-ce que vous l'avez évoquée avec votre homologue aujourd'hui ?

François Fillon : Je voudrais ajouter pour répondre à la question qui est posée que la France est très attentive à la question des droits de l'homme, partout dans le monde. Et je veux dire que nous mesurons aussi le chemin qui a été parcouru par la Russie depuis vingt ans. La Russie est aujourd'hui une démocratie et j'ai lu avec beaucoup d'intérêt, à la fois le discours du président Medvedev du 12 novembre et le discours de monsieur du 21 novembre, qui tous les deux, indiquent leur volonté d'accélérer la diversification de l'économie, de renforcer l'Etat de droit, de renforcer la sécurité juridique et le respect des libertés publiques et économiques. Et justement, le choix que nous avons fait, le choix de la France, qui est d'ailleurs le choix de l'ensemble des pays de l'Union européenne, c'est d'accompagner la Russie, c'est d'être au côté de la Russie, c'est de multiplier les accords, les échanges, les accords économiques, les échanges humains pour arriver à cette harmonisation à laquelle nous aspirons tous sur l'ensemble du territoire de la Russie et de l'Europe, qui permettrait cette libre circulation des marchandises, des capitaux et des hommes, c'est-à-dire constituer un grand ensemble qui serait à la fois un lieu de liberté et qui serait ne même temps un instrument extrêmement puissant pour infléchir le cours d'une mondialisation qui n'est pas toujours respectueuse, non plus, des droits de l'homme. Voilà la politique qui est celle de la France, voilà la politique que nous continuerons à conduire. Et je me réjouis, de ce point de vue, de l'ensemble des événements qui vont se produire en 2010, entre la France et la Russie, parce que ce sera une bonne occasion de multiplier ces échanges et des permettre aux citoyens russes, comme aux citoyens français d'avoir un autre regard sur le pays partenaire.

*

Question de la part des médias russes, Interfax : Est-ce que vous avez abordé les questions liées à la situation dans l'économie mondiale, à la lumière des dernières nouvelles en provenance de Dubaï ? Et quel est votre commentaire concernant les pronostics de certains experts, qu'il s'agit de la deuxième vague de la crise ?

François Fillon* : Il ne s'agit pas d'une deuxième vague, il s'agit d'une conséquence de la crise, de celle que nous venons de connaître, et qui n'est pas terminée. Nous le savons bien, même si beaucoup d'indicateurs montrent qu'une stabilisation de la situation, puis une relance de l'économie mondiale sont désormais des phénomènes que l'on constate. Je pense que nous devons faire très attention à maintenir nos efforts de relance pour ne pas casser la reprise timide qui est en cours, et en même temps, on voit bien que ces efforts de relance ne doivent pas conduire à des endettements excessifs des Etats qui peuvent eux-mêmes se trouver dans une situation difficile. C'est à cela que la France appelle depuis le début de la crise, à une gestion fine et rigoureuse des moyens publics consacrés à la relance. Il faut naturellement se doter d'instruments pour éviter à l'avenir de passer de bulles immobilières en bulles financières ou en bulles technologiques. On a de l'expérience puisque qu'on vient d'affronter plusieurs

crises, dont celle que nous connaissons est la plus grave, et qui doivent nous permettre de mettre en œuvre des instruments permettant d'éviter ces crises. Pour le reste, nous allons regarder la situation, mais je pense qu'il y a dans cette région un certain nombre de moyens financiers qui devraient permettre de faire en sorte qu'il ne s'agisse pas d'une deuxième vague d'une crise financière que nous souhaitons voir derrière nous.

Voilà, je vous remercie de votre attention.